

Tarifs

des frais d'intervention de l'Entente intercommunale du SDIS du Pays-d'Enhaut



Tarifs des frais d'intervention de l'Entente intercommunale du SDIS du Pays-d'Enhaut du 05 décembre 2020

Article 1 Dispositions générales

Conformément au titre V du règlement du 05 décembre 2020 de l'Entente intercommunale du SDIS du Pays-d'Enhaut, le présent tarif fixe les frais d'intervention des sapeurs-pompiers découlant de l'art. 22 de la loi du 2 mars 2010 sur le service de défense contre l'incendie et de secours (LSDIS).

Article 2 Tarifs des frais d'intervention

Les tarifs applicables aux frais d'intervention des sapeurs-pompiers au sens de l'art. 22, al. 2 et 3, LSDIS sont fixés comme suit :

Il est perçu pour la main-d'œuvre : Frs

- a. par heure effectuée par les sapeurs-pompiers
 - 1. en intervention : 35.00
 - 2. pour le rétablissement : 35.00

Il est perçu pour l'utilisation des véhicules : Frs

- a. pour les véhicules d'un poids de moins de 3,5 tonnes
 - 1. par kilomètre parcouru : 1.00
- b. pour les véhicules d'un poids supérieur à 3,5 tonnes
 - 1. par kilomètre parcouru : 1.00
 - 2. par heure de travail en stationnaire : 50.00

Il est en outre perçu :

- a. pour l'usure du matériel utilisé durant l'intervention : 10 % des frais de main-d'œuvre, mais au minimum 50 francs;
- b. pour les frais administratifs : 10% des frais de main-d'œuvre, mais au minimum 25 francs ;
- c. pour la subsistance des sapeurs-pompiers engagés par personne et par repas 25 francs.

Sont réservés d'autres tarifs fixés dans des législations particulières notamment ceux fixés dans le règlement du 17 août 2011 sur l'organisation du secours routier par les sapeurs-pompiers (ROSRSP).

Article 3 Prestations particulières

Une participation aux frais d'intervention est mise à la charge des personnes en faveur desquelles ou à cause desquelles les sapeurs-pompiers ont fourni une prestation particulière :

- a. le sauvetage de personnes ou d'animaux en difficulté,
- b. le dégagement de personnes bloquées dans un ascenseur,
- c. la recherche de personnes,
- d. les inondations pour cause technique ou résultant d'une négligence ou d'un défaut d'entretien.

Le montant facturé est basé sur les tarifs fixés à l'art. 2 ci-dessus et dans le respect des plafonds fixés à l'art. 34, al. 1 du règlement d'application de la loi du 2 mars 2010 sur le service de défense contre l'incendie et de secours du 15 décembre 2010 (RLSDIS).

D'autres prestations particulières peuvent être exercées et facturées selon accord avec le bénéficiaire ou d'autres instances.

Article 4 Déclenchement intempestif du système d'alarme d'une installation automatique de protection contre l'incendie

Le déclenchement intempestif du système d'alarme d'une installation automatique de protection contre l'incendie est facturé à raison d'un forfait de 1000 francs par cas conformément à l'art. 33, al. 1, RLSDIS.

Ce montant forfaitaire peut être exceptionnellement réduit ou supprimé dans le cas où un propriétaire ou l'exploitant des locaux protégés met à disposition et libère de leurs obligations professionnelles des collaborateurs, afin qu'ils puissent exercer leur activité de sapeurs-pompiers volontaires pendant leurs heures de travail au sens de l'art. 33, al. 3, RLSDIS.


Article 5 Dispositions finales

Le présent tarif entre en vigueur dès son approbation par la cheffe du département en charge de la défense contre l'incendie et des secours, avec effet au 01 janvier 2021.

Il abroge l'annexe 1 du 03 février 2014 du règlement de l'Entente intercommunale du SDIS du Pays-d'Enhaut.

Adopté par la Municipalité de Château-d'Oex, dans sa séance du 27 octobre 2020

Le Syndic


Grandjean Eric



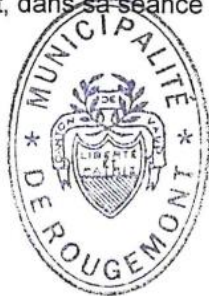
La Secrétaire


Morier Eliane

Adopté par la Municipalité de Rougemont, dans sa séance du 02 novembre 2020

Le Syndic


Reichenbach André



La Secrétaire


Lenoir Janick

Adopté par la Municipalité de Rossinière, dans sa séance du 03 novembre 2020

Le Syndic


Neff Jean-Pierre



La Secrétaire


Yersin Nathalie

Approuvé par la Cheffe du Département de l'environnement et de la sécurité, le



16 DEC. 2020